

Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

02 novembre 2020

Rédacteurs

Gestion

Recherche Economique

Usure et influence

Nos Perspectives Economiques et Financières de novembre (PEF thématique) ont pour objet principal l'étude de la mondialisation des quarante dernières années à travers l'évolution de la place de la Chine. Si 2020 sera la pire année depuis les années 1930 en termes de récession pour les économies mondiales, il semble que la Chine soit le seul grand pays à y échapper après avoir été le premier à rentrer dans la crise sanitaire. Un élément de nature à faciliter son « entrisme » sur les chemins des nouvelles routes de la soie.

Nous avons déjà souligné le danger d'un asservissement de souveraineté et d'une perte d'indépendance politique pour les pays les plus pauvres qui se lient à la Chine par des prêts dont le règlement ne répondent pas aux procédures internationales du Club de Paris ou du G20 et qui tombent dans ce que l'on peut appeler le piège de la dette. On rappelle que l'Afrique a un endettement total de 365Mds\$ dont la Chine détient près d'un tiers... et que cette dernière est aussi le plus grand partenaire commercial du continent. Car la part grandissante de la Chine dans les créances des pays du G20 (45% en 2013, 63% en 2020) a coïncidé avec la hausse de la dette des pays pauvres. Mais, si la Chine s'est finalement jointe cette année à l'initiative « multilatérale » du G20 d'accorder un moratoire sur le paiement des intérêts de la dette de 77 pays pauvres, elle n'a pas moins refusé de rejoindre les appels à l'annulation, même partielle, de cette dette.

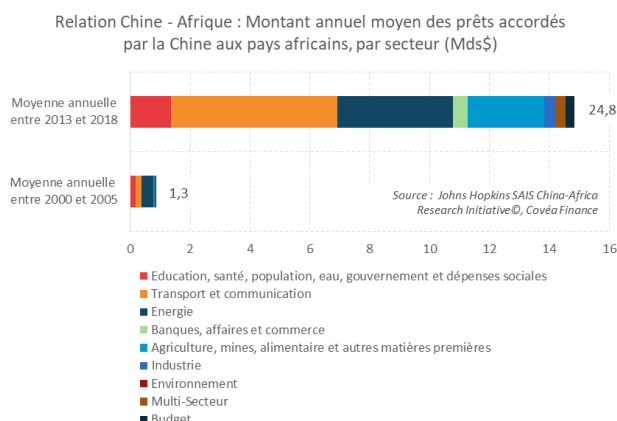
Or, à supposer qu'une crise encore plus sévère advienne, le contrôle de nombreuses matières premières critiques et infrastructures stratégiques tomberait dans le portefeuille de la Chine. Cela se ferait notamment à travers la Banque de Développement Chinoise (CDB) que Pékin s'évertue toujours à ne pas considérer comme une institution publique mais comme un prêteur privé non concerné jusqu'alors par les règles officielles de restructuration de dette. Et le dernier accord de la Chine pour entrer dans le cadre international orchestré par le FMI qui tiendra compte dorénavant de l'ensemble des dettes publiques et privées ne marque pas pour autant son abandon de négociations bilatérales au cas-par-cas. Il marque en revanche le fait qu'il n'est pas envisageable financièrement pour la Chine d'annuler ces dettes compte tenu des montants atteints. Au mieux, envisage-t-elle de poursuivre sa pratique de renouvellement de nouveaux prêts, souvent adossés à des ressources naturelles, alors même que le Yuan touche ses plus hauts niveaux depuis 2 ans. Des prêts gagés ou des prêts concessionnels que certains qualifient de colonisation rampante.

Sommaire

Suivi des marchés p2
Marchés obligataires
Marchés actions

Suivi macroéconomique p3
Etats-Unis
Europe
Asie

Forte croissance des liens financiers entre la Chine et l'Afrique



Analyse de l'évolution des marchés sur la semaine

Obligataires

Sur la semaine, les rendements sont en baisse en Europe, à l'exception de l'Italie qui voit son taux 10 ans se stabiliser à 0.76%. Les taux à 10 ans européens reculent de 4 à 7 pbs à -0,63% en Allemagne, -0.34% en France, 0,14% en Espagne et 0.11 au Portugal. Aux Etats-Unis, en attendant l'issue du scrutin présidentiel, le taux à 10 ans américain progresse de 3 pbs à 0,87%. Du côté du marché monétaire américain, l'écart entre le taux Libor et le taux OIS à 3 mois s'est resserré sur la semaine de 0,3 pb atteignant 13,6 pb. Enfin, sur le marché monétaire de la Zone Euro, l'écart est négatif entre le Libor 3 mois et le Swap Eonia 3M (il était de l'ordre de 0,30% en avril dernier).

Actions

Les marchés actions européens (Indice MSCI EMU, Union Economique et Monétaire européenne) affichent une correction de près de 7% sur la semaine, la perspective d'un nouveau confinement dans plusieurs pays d'Europe mais aussi les avertissements sur résultats de deux sociétés importantes du secteur de la technologie (SAP et Nokia) ont contribué majoritairement à ce repli.

Les secteurs de l'énergie (-8,2% sur la semaine) et de la finance (-7,1%) confirment à nouveau sur la semaine leur fragilité en termes de performances depuis le début de l'année (énergie -44,8%, finance -38,7%). A l'inverse, les segments considérés comme les plus défensifs dans cet environnement résistent mieux, avec dans l'ordre les services de télécommunications (-2,8%), l'immobilier (-3,8%) puis la santé (-5%). Le secteur de la technologie (-11,8%) souffre des annonces de perspectives de résultats moins favorables (SAP, Nokia).

Enfin, en termes de performances géographiques, les indices nationaux hors euro, à l'exception de la Norvège et son exposition pétrolière, surperforment sur la semaine en commençant par le Royaume-Uni (-3,9% en EUR), la Suisse (-4% en EUR) et le Danemark (-4% en EUR). Depuis le début l'année, le Danemark affiche la seule performance positive en Europe avec +17% en EUR, du fait de sa composition sectorielle à dominante santé et chimie de spécialité. Le MSCI EMU et le MSCI Europe convergent à nouveau avec des baisses respectives de -18,5% et de -18,7%.

Aux Etats Unis, le S&P500 perd 5.6% sur la semaine, dans un contexte sanitaire qui se dégrade tandis que Démocrates et Républicains ne parviennent pas à boucler un nouvel accord de relance budgétaire. En outre, la remontée de D Trump dans les sondages et ses commentaires peu conciliants en cas de résultats serrés le 3 Novembre prochain ont inquiété les investisseurs qui avaient commencé à intégrer la possibilité d'une large victoire des Démocrates (Maison Blanche et Congrès) et ses conséquences positives en termes de gestion de la crise sanitaire et de relance économique massive en 2021.

Les titres technologiques et de consommation discrétionnaire, très performants depuis le début de l'année, ont subi de fortes prises de bénéfices. Parallèlement, les valeurs cycliques (industrielles, pétrolières et financières) ont aussi subi des dégagements importants.

A l'inverse, les compartiments plus défensifs de la consommation courante, de l'immobilier et des services publics ont mieux résisté.

La semaine a par ailleurs été marquée par la poursuite des publications de résultats pour le second trimestre 2020 : 66% des entreprises du S&P500 ont ainsi publié avec un taux de surprises positives de 77% pour les ventes et de 57% pour les BPA. En agrégé, les ventes, et les BPA dans une moindre mesure, dépassent les attentes des analystes dans un contexte de dépression, avec de fortes contributions de la part des matériaux de base, des industrielles et de la consommation discrétionnaire. En contrepoint, les services publics et les télécom ont été plutôt décevantes.

A l'image du marché américain, la baisse générale des marchés asiatiques (à l'exception de la Chine) s'explique par les incertitudes liées à l'approche de l'élection présidentielle et au plan de relance américain, à une hausse des cas de covid-19 en Europe et aux USA.

On cite par exemple, la baisse du marché japonais malgré les 3 interventions de la BoJ sur les achats ETFs et les perspectives d'un éventuel plan de relance supplémentaire.

Les prises de profits sur les valeurs technologiques ont contribué aussi à la baisse des marchés de l'Asie du Nord.

A contrario, le marché chinois est en hausse sur la semaine, soutenue par un fort rebond d'activités mais aussi dans l'attente de la communication du 14^{ème} plan quinquennal pour connaître les éventuelles mesures de soutien sur les axes d'investissements stratégiques de la Chine.

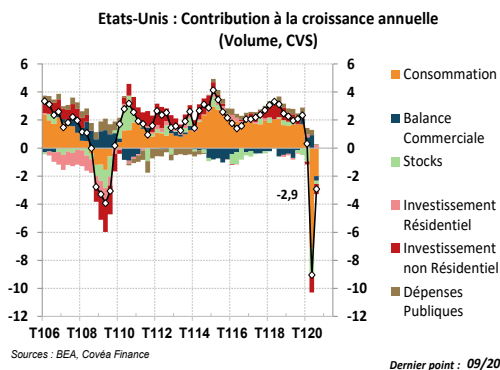
La Chine a fait un communiqué résumant les grandes lignes du 14^{ème} plan quinquennal qui sera approuvé par le congrès en mars 2021. Le détail de ce plan n'a pas encore été communiqué. Cependant, les principaux objectifs visent à accroître l'autosuffisance en technologie et à améliorer la chaîne de valeurs. La Chine imposera des sanctions non spécifiées à l'unité de défense de Boeing, Lockheed Martin et Raytheon Technologies après que les États-Unis aient approuvé \$1,8 milliard de ventes d'armes à Taiwan la semaine dernière. La vente intervient deux mois après que les États-Unis et Taiwan ont conclu la vente de 66 nouveaux modèles d'avions F-16 Block 70 de Lockheed, et alors que les tensions entre les deux superpuissances continuent de s'intensifier avant les élections américaines.

Suivi Macroéconomique

États-Unis

« Le PIB efface seulement une partie de la chute enregistrée au T2 »

Le Produit Intérieur Brut américain a enregistré un rebond de 7,4% en glissement trimestriel au troisième trimestre, une hausse qui ne permet pas d'effacer la chute du trimestre précédent (-9% en glissement trimestriel). Le PIB reste ainsi en contraction de près de 3% en rythme annuel. La dynamique a été tirée par la consommation (+8,9% en glissement trimestriel) avec une forte hausse des dépenses en biens durables (+16,2%), tandis que la progression est plus mesurée pour les biens non durables (+6,5%) et les services (+8,5%), plus exposés aux mesures de distanciations sociale. L'investissement non



résidentiel s'inscrit en hausse de 4,7% sur le trimestre, mais reste en contraction de 5% en rythme annuel. Dans le résidentiel, l'investissement a été très dynamique (+12,3% sur le trimestre) et s'affiche en croissance de 6,6% par rapport au T3 2019. Le solde de la balance commerciale s'est nettement dégradé en raison d'une hausse plus marquée des importations, signe de la vigueur de la demande domestique, que des exportations (+17,6%, contre 12,4% en glissement trimestriel). Enfin, les dépenses publiques se sont contractées de 1,1% sur le trimestre. La baisse concerne à la fois les dépenses fédérales et les dépenses des Etats et collectivités. Ces dernières devraient rester mal orientées sur la fin d'année en l'absence de nouveau plan de soutien budgétaire. **Le rebond du PIB au T3 était attendu et relève d'un effet de rattrapage après l'arrêt connu au T2. La nouvelle dégradation de la situation sanitaire depuis mi-octobre, ainsi que l'absence de soutien budgétaire supplémentaire suggèrent toutefois**

une dynamique plus faible sur la fin d'année 2020.

Dans l'industrie, la dynamique des commandes de biens durables s'est améliorée en septembre (+1,9% en glissement mensuel, après +0,4% en août), tirée par les équipements de transport. Les commandes d'automobiles s'inscrivent en hausse de 1,5% et l'aviation progresse de 439% sur le mois (effet de base très favorable), tout en restant en forte contraction en rythme annuel (-72%). Hors transport, les commandes sont également bien orientées avec une hausse de 0,8%. En rythme annuel, la contraction des commandes de biens durables se réduit à -1,9% après -4,6% en août.

Concernant le marché immobilier, après 4 mois consécutifs de forte progression, les ventes de logements neufs ont finalement fléchi en septembre. La baisse mensuelle de 3,5% ne remet pas en question le dynamisme des ventes qui restent en croissance de plus de 32% en rythme annuel. Les prix des logements sont également orientés à la hausse avec une croissance annuelle de près de 9%.

Du côté des ménages, le revenu disponible affiche une hausse de 0,7% en glissement mensuel en septembre, en lien avec progression des salaires et des revenus des indépendants et des PME, tandis que les transferts sociaux reculent légèrement du fait de l'expiration progressive des indemnités chômage exceptionnelles. **Les dépenses de consommation enregistrent une croissance de 1,2% sur le mois, une nouvelle fois tirée par les biens durables (+2,9%).**

Elections 2020

- A deux jours des élections, **Joe Biden maintient une avance dans les intentions de votes, mais le Président Donald Trump enregistre une remontée dans certains Etats clés.** Selon l'agrégateur de sondage *FiveThirtyEight*, en Floride où 29 grands électeurs sont en jeu, l'avantage de Biden dans les intentions de votes s'est réduit à 1,5 point, soit une marge non significative. Le candidat Démocrate aurait toujours une avance assez nette dans le Michigan (+8,2 points), le Wisconsin (+7,9 points) et dans une moindre mesure en Pennsylvanie (+5,1 points) où l'écart se réduit néanmoins ces derniers jours. Dans ces 3 Etats, qui avaient été remportés par Donald Trump en 2016, les sondages donnaient en amont du vote un avantage de l'ordre de 3 à 4 points à Hillary Clinton. Le gain de ces 3 Etats clés pourrait être suffisant pour atteindre le seuil de 270 grands électeurs et assurer une victoire à Joe Biden.
- Avec la très forte hausse du vote par anticipation (94 millions au 1er novembre, contre 59 millions en 2016), **des Etats peu familiers avec le traitement des votes par correspondance risquent de publier les résultats définitifs avec un certain délai, ce qui pourrait entretenir l'incertitude en cas de scrutin serré.** En Pennsylvanie, un Etat particulièrement décisif, le dépouillement des votes par correspondance ne peut commencer avant le jour de l'élection et les bulletins peuvent être enregistrés s'ils arrivent dans les 3 jours qui suivent. La responsable des élections de Pennsylvanie a d'ores et déjà averti que les résultats ne seraient probablement pas connus le soir de l'élection et que la majorité des bulletins devraient être dépouillés seulement d'ici vendredi.
- **Concernant les élections au Sénat, où 1/3 des sièges sont renouvelés, les sondages décrivent une situation très serrée,** mais les Démocrates semblent en mesure d'emporter la majorité d'une courte tête. Actuellement, les Républicains disposent de 53 sièges, contre 47 pour les Démocrates. En cas de résultats très serrés où un siège ferait la différence, la possibilité de seconds tours dans certains Etats pourrait repousser la détermination de la majorité jusqu'en janvier. C'est le cas en Géorgie où deux sièges de Sénateurs sont en jeu. La présence de petits candidats pourrait empêcher un candidat d'atteindre 50% des votes, ce qui serait synonyme de second tour, organisé le 5 janvier.

Suivi Macroéconomique

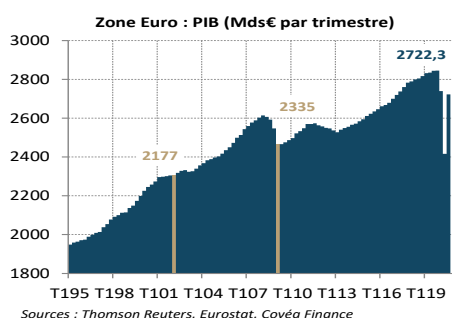
Europe

« Les perspectives économiques se dégradent avec la situation sanitaire »

Cette semaine a été marquée par la mise en place de nouvelles mesures de restrictions sanitaires par les gouvernements européens. Face à la hausse très importante des nouveaux cas, la France et l'Allemagne ont annoncé la mise en place d'un nouveau confinement. En France, le pays sera confiné à partir du vendredi 30 octobre et jusqu'au 1er décembre selon des modalités proches de celles du précédent confinement. En Allemagne, le nouveau confinement sera moins contraignant. Pour une durée de quatre semaines à partir du 2 novembre, les lieux accueillants du public (bars, restaurants et théâtres) seront fermés. Les commerces pourront rester ouverts, en respectant des mesures strictes dans l'accueil des personnes. Les réunions seront limitées à 10 personnes. En Espagne et en Italie, des mesures de couvre-feu et de limitation des déplacements ont également été prises. Au Royaume-Uni, des mesures de confinement ont également été mises en place.

Du côté de la politique monétaire, la Banque Centrale Européenne (BCE) a laissé sa politique monétaire inchangée à l'issue de la réunion du conseil des gouverneurs mais a préparé le terrain pour un nouvel assouplissement en décembre. Le conseil des gouverneurs est unanime dans son appréciation d'un environnement où les risques sont orientés à la baisse et se déclare attentif à l'évolution de la pandémie et aux variations du taux de change. Le conseil des gouverneurs attend les nouvelles projections macroéconomiques de décembre pour « rééquilibrer ses instruments, de façon adéquate, pour répondre à l'évolution de la situation et faire en sorte que les conditions de financement demeurent favorables et permettent de soutenir la reprise économique et de contrer l'incidence négative de la pandémie sur la trajectoire projetée de l'inflation ». D'ici à décembre, la BCE utilisera toute la flexibilité du programme d'achat PEPP. Le rythme d'achat des actifs pourra donc accélérer dans les semaines à venir. Lors de la conférence de presse, la présidente, Christine Lagarde, a mis beaucoup d'emphasis sur le fait que l'ensemble des instruments à la disposition de la BCE pourra être utilisé.

Les données de comptes nationaux au troisième trimestre décrivent un rebond mécanique de l'activité en Zone euro. Ainsi, le niveau du PIB progresse de 12,7% par rapport au trimestre précédent, après avoir reculé de



11,8% au T2. Bien que le détail ne soit pas disponible pour tous les pays, les premiers éléments indiquent que les composantes de la demande interne rebondissent fortement sur le trimestre. Néanmoins, si la consommation des ménages s'approche ou atteint son niveau d'avant crise, et que la consommation publique la dépasse, le niveau d'investissement semble largement en retrait par rapport au début d'année. Par pays, l'Espagne et l'Italie enregistrent une croissance de 16,7% et de 16,1% respectivement, après avoir reculé de 17,8% et de 13%. En France, où l'économie a reculé de 13,7% au T2, la croissance atteint 18,2%, ce qui ne suffit pas à retrouver les niveaux d'avant crise. Enfin, en Allemagne, pays le moins touché par le choc économique, la croissance trimestrielle atteint 8,2% contre -9,8% le trimestre précédent. Au T4, le retour des mesures de restrictions risque d'entraîner un nouveau recul de l'économie.

Le rebond de l'épidémie affecte le climat des affaires. En octobre 2020, l'indicateur de climat des affaires de la Commission européenne stagne à 90,9 points. La reprise amorcée en mai s'arrête ainsi à un niveau toujours bien inférieur à ceux d'avant-crise, en lien avec la reprise de l'épidémie et le retour à des mesures de distanciation stricte. Cette stagnation reflète une confiance plus faible dans les services (-0,6) et, plus encore, chez les consommateurs (-1,6), qui a été contrebalancée par une reprise continue de la confiance dans l'industrie (+1,8), le commerce de détail (+1,7) et la construction (+1,1). Les perspectives d'emploi enregistrent une baisse (-1,8). L'évolution de l'indice est également hétérogène d'un point de vue géographique, il s'est amélioré en Allemagne (+1,5) et en Italie (+1,2), tandis qu'il a enregistré des pertes importantes en France (-4,5) et plus modeste en Espagne (-0,2).

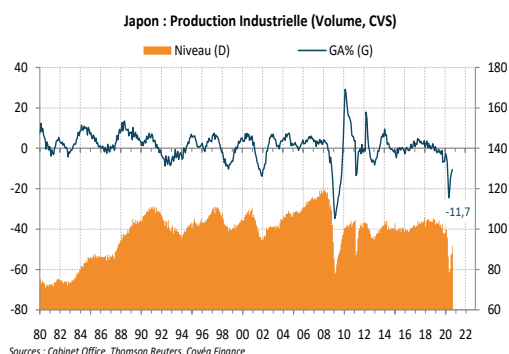
Les prix à la consommation demeurent en recul en octobre 2020. L'inflation annuelle atteint ainsi -0,3% selon les estimations préliminaires, ce qui marque le troisième mois consécutif de recul des prix. En dehors de l'effet du prix du pétrole, qui continuent de tirer l'inflation à la baisse, le détail disponible montre un ralentissement continu des prix des services qui peut s'expliquer par (i) la baisse de la TVA en Allemagne et (ii) les effets du confinement sur les prix, fortement volatils, des forfaits touristiques et des prix des transports. L'appréciation de l'euro face au dollar pourrait également jouer un rôle. Au-delà de ces effets, à priori temporaire, le ralentissement des tensions inflationnistes sous-jacentes n'en demeure pas moins présent (l'inflation sous-jacente atteint 0,2% en octobre, inchangée par rapport au mois précédent). Par pays, l'inflation annuelle s'inscrit en recul en Espagne (-1%), en Italie (-0,6%) et en Allemagne (-0,5%). En France, la dynamique des prix est en stagnation pour le deuxième mois consécutif.

Du côté du marché du travail, le taux de chômage stoppe temporairement sa progression en septembre pour atteindre 8,3%, un niveau encore relativement faible par rapport aux précédents épisodes de crise. Il reste stable en Allemagne (4,5%), accuse un léger recul en Italie (9,6%) et en Espagne (16,5%) mais progresse fortement en France à 7,9%.

Suivi Macroéconomique

Asie et reste du monde

« Le chemin de la reprise au Japon paraît encore long... »



Au Japon, la production industrielle retrouve peu à peu des couleurs en septembre, même si le chemin de la reprise paraît encore long tant les risques que fait porter la crise sanitaire sur l'activité sont importants. Sur le mois la production est en hausse de 4%, mais demeure inférieure de plus de 10% à son niveau de septembre 2019. Dans ce contexte, le taux de chômage japonais reste contenu à 3% de la population active. Les ventes au détail de leur côté sont restées atones sur le mois de septembre relativement à août, et affiche une décroissance annuelle forte du fait d'un effet de base important comparativement à septembre 2019, un mois où la consommation avait été exceptionnelle du fait de l'anticipation de la hausse de la TVA intervenue en octobre. Dans le contexte sanitaire toujours difficile et pesant, la confiance des ménages se redresse très timidement et reste en absolue très dégradée.

A l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire, **la Banque du Japon a maintenu le statu quo sur ces outils de politique monétaire**, en révisant toutefois à la baisse ses prévisions de croissance pour 2020 à -5,5% contre -4,7%.

Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		mai-20	juin-20	juil.-20	août-20	sept.-20	oct.-20		
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-15,8	-10,7	-6,8	-7,0	-7,3			
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	-9,6	-4,6	-3,7	-3,2				
	Créations / Destructures nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	2725	4781	1761	1489	661			
	Exportations (volume, CVS, GA%)	-28,2	-17,5	-9,9	-8,0				
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	6,6	4,9	4,6	4,6	4,7			
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,1	0,7	1,0	1,3	1,4			
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, Mds €)	4729,0	4727,1	4745,6	4747,4			
		Taux de chômage (%de la population active)	7,6	7,8	8,0	8,1			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,1	0,3	0,4	-0,2	-0,3		
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	82,1	93,0	99,0	99,7	101,4	98,9	
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	8,0	3,9	4,8	6,5			
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	-29,3	-10,2	-6,7	-2,0			
	France	Exportations (valeur, CVS, GA%)	-25,5	-14,6	-10,8	-7,9			
		Banque de France - Climat des affaires (indice)	84,0	89,2	99,0	105,1	101,0		
		Climat dans le secteur de la construction (indice)	-19,9	-11,4	-14,0	-13,4	-13,5		
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	-8,0	1,6	0,3	2,4			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-23,2	-11,4	-8,4	-6,2			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-37,2	-22,6	-15,9	-17,4			
	Italie	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-20,5	-13,8	-7,8	-0,2			
		PMI Manufacturier (Indice)	45,4	47,5	51,9	53,1	53,2		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-25,5	-14,7	-7,5	-4,4			
	Espagne	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-24,7	-14,4	-6,2	-5,7			
		PMI Manufacturier (Indice)	38,3	49,0	53,5	49,9	50,8		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-31,0	-13,9	-7,7	-6,4			
	Royaume-Uni	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-20,3	-12,1	-7,4	-6,3			
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	-13,0	-2,0	1,3	2,6	4,6		
		Inflation (prix à la consommation, GA%)	0,5	0,6	1,0	0,2	0,5		
	Asie	Japon	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	-13,9	-2,0	-7,7	-8,2		
			Exportations (valeur, CVS, GA%)	-24,5	-25,6	-20,0	-12,1	-8,5	
			Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)	-2,3	-1,9	-1,5	-1,3		
Chine		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,0	0,1	0,3	0,2	0,1		
		Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	4,4	4,8	4,8	5,6	6,9		
		Ventes immobilières résidentielles (volume, GA %moyen depuis le début de l'année)	-11,8	-7,7	-5,0	-2,5	-1,0		
Autres émergents	Brésil	Importations (valeur, NCVS, GA%)	-16,6	2,7	-1,4	-2,1	13,2		
		Production industrielle (volume, CVS, GA%)	-20,0	-11,6	-2,9	-1,0			
Russie	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,9	2,1	2,3	2,4	3,1			
	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	-7,8	-7,1	-5,9	-4,2	-5,0			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	3,0	3,2	3,4	3,6	3,7		

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, CoVea Finance

Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	25/06/20	30/10/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 25/06/20 (% ou pbs)*
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	0,25	0,25	-1,50	0,00
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		BOE	0,75	0,10	0,10	-0,65	0,00
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00
		Banque de Corée	1,25	0,50	0,50	-0,75	0,00
		Brésil	4,50	2,25	2,00	-2,50	-0,25
		Russie	6,25	4,50	4,25	-2,00	-0,25
		Inde	5,15	4,00	4,00	-1,15	0,00
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00
	Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	0,69	0,87	-1,04	0,19
		France OAT	0,12	-0,12	-0,34	-0,46	-0,22
		Allemagne	-0,19	-0,47	-0,63	-0,44	-0,16
		Italie	1,41	1,31	0,76	-0,65	-0,55
		Royaume-Uni	0,82	0,15	0,26	-0,56	0,11
		Japon	-0,01	0,02	0,04	0,05	0,03
Corée du Sud		1,63	1,34	1,55	-0,07	0,22	
Brésil		3,71	4,90	3,73	0,01	-1,18	
Russie	6,28	5,72	6,23	-0,05	0,51		
Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	235,0	241,3	1,54	2,71	
Marchés des changes	Contre euro (1 € = ...devises)	Dollar	1,12	1,12	1,16	3,9	3,8
		Sterling	0,85	0,90	0,90	6,3	-0,4
		Yen	121,8	120,3	121,9	0,1	1,4
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1167	1205	1135	-2,7	-5,8
		Real brésilien	4,0	5,4	5,7	42,5	7,1
		Rouble	62,1	69,0	79,5	28,1	15,2
		Roupie indienne	71,4	75,7	74,1	3,8	-2,1
		Yuan	7,0	7,1	6,7	-3,9	-5,5
Marchés actions	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	3084	3270	1,2	6,0
		Japon - Nikkei 300	352	323	328	-7,0	1,4
		France - CAC 40	5978	4919	4594	-23,1	-6,6
		Allemagne - DAX	5971	5302	5002	-16,2	-5,7
		Zone euro - MSCI EMU	132	114	107	-18,5	-5,4
		Royaume-Uni - FTSE 100	7542	6147	5577	-26,1	-9,3
		Corée du Sud - KOSPI	2175	2112	2267	4,2	7,3
		Brésil - Bovespa	118573	95983	93952	-20,8	-2,1
		Russie - MICEX	3076	2761	2691	-12,5	-2,5
		Inde - SENSEX	41254	34842	39614	-4,0	13,7
		Chine - Shangāi	3050	2980	3225	5,7	8,2
		Hong Kong - Hang Seng	28190	24782	24107	-14,5	-2,7
	MSCI - BRIC	1129	1039	1157	2,5	11,4	
	Euro	S&P (€)				-2,6	2,1
		Nikkei 300 (€)				-7,1	0,0
FTSE 100 (€)					-30,5	-8,9	
Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	317	399	2,8	25,6
		Indice CRB**	402	362	410	2,0	13,1
	Energétiques	Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	41	37	-43,2	-8,7
	Métaux précieux	Prix de l'once d'Or	1523	1762	1880	23,4	6,7
		Prix de la tonne de cuivre	6174	5893	6719	8,8	14,0

*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

**CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,7%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

25/06/2020 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document. Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.